

CHAPITRE 1



POURQUOI NOUS LUTTONS

« Je sais que notre meilleure décision fut de commencer à nous battre. »
– « Keep Your Eyes on the Prize », hymne de la lutte pour les droits civiques

« Sans lutte, la justice n'est jamais garantie. »
– Angela Davis

J'ai écrit ce livre parce que nous perdons. L'exploitation des pauvres s'accélère tandis que la fortune des riches dépasse tous les records historiques. La planète fertile qui nous permet à tous de vivre est en train d'être empoisonnée, ratiboisée et grillée. Les peuples autochtones qui survivent encore continuent inlassablement d'être attaqués et expulsés de leurs territoires, afin que les riches puissent exploiter des ressources qu'ils auront épuisées d'ici quelques décennies. Nous perdons. Alors, de toute urgence, il nous faut apprendre à riposter, et à vaincre.

Voilà plus de deux décennies que je milite pour la justice sociale et écologique. Au cours de ces années, j'ai travaillé sur des projets de réduction et de recyclage de déchets, j'ai participé à la formation de groupes locaux de lutte contre la pauvreté, et j'ai défilé (et parfois fini en prison) lors de manifestations d'opposition à divers sommets. J'ai aidé au démarrage d'activités agricoles biologiques communautaires. J'ai écrit quatre livres, et prononcé des discours face à des publics universitaires et des foules énervées. J'ai été syndicaliste et j'ai été fermier. J'ai travaillé avec des groupes militant pour la préservation de la nature, en recourant à

des tactiques de confrontation directe et de désobéissance civile. L'emploi de différentes tactiques lors des campagnes m'a amené à développer une vue d'ensemble de l'action politique.

Et, à dire vrai, la quasi-totalité des campagnes sur lesquelles j'ai travaillé dans ma vie se sont soldées par des échecs. En ce qui concerne les campagnes écologiques, comme la défense des forêts, nous avons littéralement perdu du terrain. Dans les campagnes de lutte contre la pauvreté, cela se reflète dans le fossé grandissant entre les riches et les pauvres. Et il ne s'agit pas seulement de mon expérience personnelle. Il s'agit de celle de nombreux militants qui travaillent sur de nombreuses questions. Dans les domaines où j'ai l'impression que des progrès ont été réalisés – les droits des homosexuels, par exemple –, il plane une menace constante de retour en arrière. Les gains que nous avons obtenus reposent sur une base instable; nous ne pouvons pas espérer obtenir des droits humains durables dans le cadre d'une société qui repose de manière flagrante sur une écologie insoutenable.

Pour avoir une chance de renverser la tendance, nous devons parler honnêtement de la situation dans laquelle nous nous trouvons et de sa gravité. Nous devons parler des raisons pour lesquelles nous perdons, et de ce que cela signifie pour l'avenir.

Ce livre s'intéresse à ce qui permet d'agir efficacement, à la manière d'organiser des mouvements de résistance efficaces. Si nous voulons faire advenir des changements sociaux conséquents et préserver une biosphère habitable, nous devons examiner sans relâche les tendances – en particulier celles de gauche – qui nous rendent inefficaces.

Certains obstacles à l'action que nous observons sont des idées fausses concernant le fonctionnement du pouvoir dans la société. La gauche, en général, a toujours été naïve quant à l'efficacité de la « persuasion morale¹ ». Les « bons citoyens » qui croient au gouvernement sont encore bien trop nombreux. Nous travaillons souvent en partant du principe que les puissants pourraient être amenés à mettre fin aux atrocités qu'ils encouragent, si seulement nous leur proposons un argument bien fondé.

Historiquement, cela n'a presque jamais été observé.

En réalité, la plupart des individus au pouvoir – qu'ils occupent un poste politique ou qu'ils siègent dans un conseil d'administration d'entreprise – bénéficient largement de leur statut et ont été formés pour ne pas remettre en question les structures de pouvoir qui les y ont placées. En outre, lorsque nous essayons de faire advenir des changements sociaux,

nous avons rarement affaire à des individus réfléchis et compatissants, en mesure d'être persuadés par l'exemplarité. Nous avons affaire à de grandes machines sociales abstraites : les entreprises et les gouvernements structurés comme des entreprises. On ne peut pas persuader une machine. Dans la machine sociale que doit constituer une entreprise rentable, l'individu anormalement compatissant n'est qu'un élément défectueux que les patrons ou les actionnaires doivent s'atteler à remplacer.

Nous avons échoué à penser et à agir de manière stratégique. Nous avons fondé un grand nombre de nos campagnes sur l'idée selon laquelle les individus au pouvoir cesseront d'exploiter les gens et de détruire la planète, s'ils sont sensibilisés, si nous parvenons à leur faire comprendre leurs erreurs. C'est un mythe réconfortant pour ceux qui, autrement, risqueraient de se sentir impuissants. Mais nous ne pouvons pas nous permettre de nous accrocher plus longtemps à ce mythe. En laissant les personnes au pouvoir agir comme bon leur semble, en toute impunité, nous avons renoncé à prendre des initiatives, nous n'avons pas réussi à élaborer des stratégies appropriées.

Nous avons besoin de mouvements de résistance. Si nous voulons devenir efficaces dans la lutte contre le changement climatique et les nombreuses autres injustices de notre temps, la gauche doit cesser de se comporter comme une sorte d'«opposition loyale» et commencer à agir comme une véritable force de résistance. Nous devons tirer des enseignements des stratégies et des mouvements de résistance du passé.



J'ai commencé ma carrière de militant en tant que jeune écologiste progressiste. J'ai été le président et le fondateur du groupe environnemental de mon école primaire. J'ai tenu des discours sur la sauvegarde des baleines. J'ai écrit et joué dans une pièce de théâtre sur les dangers de la destruction de l'environnement, dans laquelle un PDG égoïste était envoyé dans le futur pour faire face aux conséquences de ses actes. Notre groupe a installé des composteurs, vendu des kits de repas avec des tupperwares réutilisables afin que les gens puissent réduire leurs déchets, et collecté des fonds pour acheter des hectares de forêt amazonienne.

Je savais qu'il s'agissait de petits gestes, mais j'étais jeune, et je croyais que si nous pouvions convaincre et éduquer suffisamment de gens, nous changerions les choses.

Au lycée, notre groupe environnemental comprenait un programme de recyclage des bouteilles et des canettes. Comme il n'existait pas encore de programme de recyclage municipal approprié, nous devions trier et laver les bouteilles nous-mêmes et organiser leur ramassage. D'autres élèves – ignorant nos pancartes d'appel à la politesse et nos plaidoyers pour la propreté – jetaient des bouteilles de boisson gazeuse à moitié pleines et des déchets dans nos poubelles de recyclage clairement identifiées. Le vendredi soir, après l'école, venait le moment d'organiser et de laver les bouteilles et les canettes de la semaine. Nous nettoiyions les poubelles au jet d'eau en ramassant les pailles en plastique et les serviettes détrempées. Le jet d'eau produisait une fine bruine d'aérosol, une brume diluée de sirop de maïs à haute teneur en fructose. Je me souviens de la façon dont il collait à ma peau, dont il perlait sur mes avant-bras comme une rosée sucrée. On s'en fichait – on le faisait pour la planète.

Une année, à la fin du printemps, un autre groupe environnemental dont j'étais membre avait organisé un week-end de conférences pour les étudiants. Nous avions des intervenants sur toutes sortes de sujets : la qualité de l'eau, l'énergie solaire, le boycott de Nestlé et les avantages de la culture du chanvre. Mais la présentation dont je me souviens le mieux – des gens que je n'oublierai jamais – était celle d'un groupe de la communauté ojibwée de Grassy Narrows (*Asabiinyashkosiwagong Nitam-Anishinaabeg*), dans le Nord-Ouest de l'Ontario, au Canada. Selon les vagues standards du Nord de l'Ontario, nous les considérions comme nos voisins, même s'ils avaient conduit pendant dix heures pour venir à notre conférence.

Les représentants de Grassy Narrows étaient d'âges très différents. Les plus jeunes étaient venus nager avec nous dans de petits lacs glacés. Les plus âgés étaient leurs orateurs ; ils nous ont raconté l'histoire de leur communauté, la façon dont elle avait été empoisonnée.

Comme la majeure partie du Nord de l'Ontario, les terres entourant Grassy Narrows étaient couvertes de forêts depuis la dernière période glaciaire. L'activité industrielle – en particulier l'exploitation forestière et la fabrication de pâte à papier – commença dans la région après la Seconde Guerre mondiale. Dans les années 1950, le territoire de Grassy Narrows fut inondé par le gouvernement pour construire des barrages hydroélectriques, obligeant la population à se déplacer.

En 1962, la Dryden Chemical Company ouvrit une usine de chlore-alcali à proximité, afin de produire de l'hydroxyde de sodium et du chlore pour le blanchiment du papier. Ce processus est très gourmand

en énergie – d'où les barrages hydroélectriques – mais l'usine utilisait également de grandes quantités de mercure, et ses effluents étaient déversés directement dans le réseau fluvial.

Si vous regardez une photo satellite du Nord-Ouest de l'Ontario, vous verrez deux choses : des forêts et des lacs. Dans la région de Grassy Narrows, il y a plusieurs milliers de lacs et d'îles. Aucun endroit qui ne soit pas accessible en canoë et en pagaie.

C'est pourquoi, pendant très longtemps, les habitants de Grassy Narrows comptèrent sur le poisson pour se nourrir. Lorsque les réserves furent imposées et que les colons s'installèrent, de nombreux Ojibwés utilisèrent leurs excellentes compétences en matière de pêche comme source de revenus. Ils endurèrent l'inondation de leurs terres, le racisme et le relogement, ainsi que les horreurs des pensionnats. Toutefois, il y avait toujours du poisson.

À la fin des années 1960, les habitants de Grassy Narrows (et de la Première Nation voisine de Whitedog) commencèrent à tomber malades. Certains d'entre eux avaient des difficultés à parler. Leur audition et leur vision commencèrent à baisser. Marcher devint difficile. Leurs mains commencèrent à trembler. Ces gens qui, pendant des décennies, avaient minutieusement su faire les plus petits et habiles nœuds avec des lignes de pêche pouvaient à peine faire leurs propres lacets.

Il devint vite évident que le problème venait du mercure. Des médecins japonais conviés sur place constatèrent en effet qu'ils souffraient de la maladie de Minamata, une forme très grave d'empoisonnement au mercure, du nom de la ville du Japon où un empoisonnement massif similaire avait été causé par une usine. En 1970, le gouvernement interdit à la Dryden Chemical Company de rejeter du mercure dans l'eau – mais il était toujours rejeté dans l'air.

L'usine de chlore-alcali déversa au moins 9 000 kilos de mercure dans l'eau entre 1962 et 1970². La Dryden Chemical Company ferma en 1976. Mais l'empoisonnement des terres était irréversible. La contamination s'étendait dans les cours d'eau sur plus de 250 kilomètres en aval, couvrant un énorme bassin versant³. Le nettoyage était pratiquement impossible – il n'existe tout simplement aucun moyen d'éliminer autant de mercure sur une surface aussi grande⁴. Bien entendu, les humains et les poissons n'étaient pas les seuls à être touchés. Les nombreux lacs et rivières de la région étaient l'habitat d'espèces de riz sauvage, d'ansériformes, d'amphibiens, de castors et d'autres créatures vivantes.

Seize ans après l'identification de cet empoisonnement au mercure, les membres de la communauté de Grassy Narrows obtinrent un dédommagement, d'un montant total de seulement 10 000 dollars par personne, destiné à compenser la destruction de leur territoire et, dans de nombreux cas, de leur propre santé⁵. Mais seule une infime partie de cette somme dérisoire fut réellement versée aux membres de la communauté. La bureaucratie constitua un autre obstacle⁶. En effet, les conseils de bande, imposés aux Premières Nations par le gouvernement canadien, sont censés être des organes représentatifs, mais ils sont souvent dysfonctionnels, et beaucoup d'autochtones les méprisent en tant qu'outils du colonialisme.

Ces dernières décennies, la contamination des cours d'eau fut aggravée par les coupes rases effectuées autour de Grassy Narrows, provoquant une importante érosion des sols. Le mercure qui avait été piégé dans le sol fut ainsi rejeté dans les cours d'eau⁷. À Grassy Narrows, l'une des principales luttes devint alors de mettre fin aux coupes à blanc sur leurs terres, cautionnées et autorisées par l'État.

Les visiteurs de Grassy Narrows nous ont expliqué tout cela. Ils nous ont expliqué comment le gouvernement continuait à ignorer leurs besoins et à détruire leurs terres et leur eau, malgré toutes les tentatives raisonnables et polies de s'exprimer, d'exposer ce qui leur arrivait. Je ne me souviens pas qu'ils aient utilisé les mots « racisme » ou « génocide », bien que les deux termes soient adéquats.

La conférence terminée, les étudiants colons sont rentrés chez eux, et les autochtones aussi. Le vendredi suivant, nous reprenions nos affaires de recyclage. Je me souviens très bien de cet après-midi-là. Il faisait chaud, ce qui rendait le nuage de fructose encore plus collant. Pour la énième fois, j'ai sorti une serviette usagée d'une bouteille de jus de fruits. Mais, au lieu de la jeter à la poubelle, j'ai fait une pause. J'ai longuement fixé ses fibres blanches javellisées. Et j'ai commencé à comprendre pourquoi notre activisme écologique ne fonctionnait pas.

Cette serviette m'a aidé à comprendre que la destruction de l'environnement ne relevait ni d'un manque d'éducation, ni d'un malentendu ou d'une technologie plus (ou moins) destructrice, mais qu'elle relevait d'une question de pouvoir.

Quelque part, non loin de là, se trouvait un groupe d'autochtones avec lesquels j'avais mangé et parlé, dont le vaste territoire avait été empoisonné et rasé pour produire des serviettes de table comme celle

que je tenais à la main. Une serviette qui avait été utilisée pendant quelques minutes – voire pas du tout – puis jetée sans réfléchir. L'étudiant qui avait jeté cette serviette ne l'avait pas fait par volonté de détruire le territoire de quelqu'un d'autre (et s'il avait personnellement refusé d'utiliser cette serviette, cela n'aurait fait aucune différence). Il l'avait fait parce qu'il faisait partie d'un *système* de pouvoir dans lequel il bénéficiait de la destruction du territoire de quelqu'un d'autre, et dans lequel il possédait également le privilège de pouvoir ignorer totalement cet impact. Il l'avait fait parce qu'il avait le pouvoir.

Nos amis autochtones, en revanche, avaient très peu de pouvoir dans les systèmes économiques et politiques du Canada colonial. Pire encore, *l'existence même* du Canada découlait du vol de leurs terres et de celles de nombreuses cultures (la majeure partie du Canada étant constituée de terres qui n'ont pas été cédées, ou pour lesquelles des traités ont été conclus sous la contrainte, ou signés sans être respectés par les colons).

Notre groupe environnemental n'était pas très populaire auprès du reste des étudiants. Avant cette conférence, je croyais qu'avec suffisamment de travail, d'éducation et de sensibilisation, nous pourrions convaincre les gens de renoncer à une partie de leur confort et de leur privilège pour sauver la planète. Mais j'ai commencé à comprendre que nous arrivions peut-être trop tard : leur pouvoir et leur privilège leur permettaient d'*ignorer* cette sensibilisation. Ils ne se souciaient pas de l'éducation à l'environnement, parce que c'était la terre de quelqu'un d'autre qu'ils détruisaient. Ils pouvaient toujours prétendre que tout allait bien, parce que ce n'étaient jamais eux qui devaient subir les conséquences de leurs actes – du moins, pas avant qu'il ne soit trop tard.



Plus tard, je suis allé me promener dans les bois pour réfléchir. Il y avait une longue et étroite bande de forêt près de notre école, traversée de petits chemins. Elle s'étendait le long de trois écoles différentes : notre lycée et une université aux extrémités, et mon école primaire au milieu. Je suis passé près d'un petit cimetière dans les bois, abandonné depuis longtemps, que j'avais déjà traversé plusieurs fois.

Au bout du chemin, il y avait plusieurs vieux bâtiments condamnés. Près de l'un d'eux, qui ressemblait à une chapelle, se trouvait une plaque

dont je ne m'étais jamais approché d'assez près pour pouvoir la lire. Elle me signalait que je me trouvais sur le site d'un ancien pensionnat (fondé en tant que mission en 1832). Au début, j'ai cru que la plaque faisait référence à la petite chapelle, puis j'ai compris qu'il s'agissait en fait du bâtiment principal de l'université. J'étais allé dans ce bâtiment de quatre étages des centaines de fois sans jamais savoir pourquoi il avait été construit.

En retraversant les bois pour rentrer chez moi, j'ai senti un frisson au moment de passer à côté du cimetière. Pour la première fois, j'ai passé le petit portail pour lire les noms et les dates sur les pierres tombales. Les dates de naissance et de décès étaient très rapprochées : il n'y avait que des enfants. Le cimetière devant lequel j'étais passé tant de fois était rempli d'enfants qui avaient été enlevés à leur famille, à leur culture, et qui étaient morts dans le pensionnat. Je suis tombé à genoux, les larmes aux yeux.

Il y avait une réserve à vingt minutes en voiture de mon domicile, où des gens savaient toutes les choses que j'ai mis tant de temps à apprendre. Mais je n'y étais jamais allé et je n'avais jamais rencontré l'un de ses habitants. Il régnait une sorte de ségrégation *de facto* (un de mes professeurs m'expliqua d'ailleurs que des fonctionnaires sud-africains étaient venus au Canada à l'époque où ils commençaient à instaurer l'apartheid, afin de s'inspirer du système de réserve en vigueur ici).

Pendant longtemps, j'ai cru que, pour mettre fin à la destruction de la planète, il fallait rectifier plusieurs malentendus et choisir de meilleures technologies. Mais j'ai appris que la culture canadienne – l'existence du Canada – reposait sur des bases abominables. L'éducation, seule, ne pouvait pas corriger un arrangement politique si fondamentalement, si structurellement pourri. J'ai commencé à comprendre le fonctionnement du pouvoir et la politique radicale.

À l'époque, je ne comprenais pas vraiment les implications de tout cela. Il me manquait tout un corpus de connaissances fondamentales en ce qui concerne l'histoire du changement social, et il n'y avait pas beaucoup d'autres radicaux en herbe avec qui en discuter. Mais je voulais comprendre. Trouver ces gens, afin de faire advenir un changement réel, afin de résister.



Dissidence et résistance sont deux choses différentes. Un dissident croit que les personnes au pouvoir agissent mal, que la société est injuste, mais il n'essaie pas matériellement d'y mettre un terme. Sa principale activité consiste à *croire* et à partager ses convictions avec les autres. Les résistants mettent leurs convictions en pratique. Ils s'efforcent de perturber ou de démanteler les systèmes sociaux, économiques et politiques qui sont à l'origine de l'injustice et de l'exploitation.

Si nous voulons avoir un avenir vivable, il nous faut dépasser la dissidence afin de parvenir à une véritable résistance. Pour ce faire, nous devons comprendre les types de tactiques que les mouvements de résistance utilisent pour l'emporter.

La gauche classique, au Canada, aux États-Unis et dans une grande partie du monde industrialisé, ne s'appuie plus que sur deux tactiques principales : la politique électorale et le consumérisme « éthique⁸ ». Si quelqu'un me remet un dépliant ou m'envoie un courriel m'appelant à agir, je peux être certain qu'il me conseillera soit d'écrire à mon « représentant élu », soit de « voter avec mon portefeuille » en achetant un produit supposé éthique, ou bien les deux. Vous pourriez ajouter la sensibilisation comme troisième tactique, mais son objectif consiste généralement à pousser les gens à changer leur vote ou leurs habitudes en matière de consommation⁹.

Il n'est pas surprenant que ce soient ces tactiques, précisément, qui subsistent. Elles sont destinées à séduire l'État et le capitalisme, qui sont les deux systèmes les plus puissants de la société, mais elles offrent également très peu de moyens de pression et, pour des raisons que j'exposerai dans cet ouvrage, elles ont rarement permis d'obtenir la moindre victoire à elles seules. En nous limitant à ces tactiques, nous ignorons le vaste éventail dont nous disposons. Nous nous condamnons également à l'inefficacité, ce qui nuit encore davantage à notre capacité à mobiliser et à recruter de nouveaux militants.

La vérité – si difficile à accepter pour ceux d'entre nous qui avons été élevés dans la tradition de la gauche progressiste –, c'est que de bons exemples et des arguments convaincants n'ont jamais permis, à eux seuls, de mettre fin à l'exploitation ou de bouleverser des systèmes d'injustice bien établis. Ils n'ont pas fonctionné dans le passé, et ils ne seront pas plus efficaces maintenant. Nous avons besoin de mobiliser une force politique et de nous confronter directement à l'injustice. En d'autres termes, nous devons nous battre.

L'idée de riposter met la gauche progressiste profondément mal à l'aise, notamment parce qu'elle s'identifie étroitement aux puissants et considère qu'elle fait partie des structures de pouvoir en tant qu'« opposition loyale¹⁰ ». Ceux qui ne respectent pas cette loyauté perdent les privilèges qui vont avec.

La gauche progressiste n'est pas non plus à l'aise à l'idée de riposter parce qu'elle a développé une mythologie du changement social qui ressemble peu à la réalité, mais j'y reviendrai.

Comme de nombreux militants, la timidité des progressistes face aux systèmes d'oppression a fini par me frustrer profondément. Non seulement parce qu'ils *devraient* se défendre, mais aussi parce que, par peur, ils découragent les autres.



Il y a quelques années, j'ai participé à une grande campagne de terrain concernant les prisons et l'agriculture. Elle a commencé lorsque le gouvernement fédéral du Canada a décidé de fermer les six prisons agricoles du pays. Il s'agissait de fermes mises en place dans des prisons, dans lesquelles des prisonniers produisaient de la nourriture pour leurs codétenus, acquéraient de l'expérience et travaillaient avec des plantes et des animaux. À l'intérieur, tous ceux avec qui nous avons parlé nous ont dit que les prisons agricoles étaient précieuses pour ces détenus et que le travail dans les fermes – un poste recherché – les aidait à faire face à leur situation. En outre, le programme des prisons agricoles s'autofinçait grâce à la nourriture produite.

Seulement, dans le cadre de son plan de « lutte contre la criminalité », le gouvernement conservateur a décidé de fermer les prisons agricoles. Il voulait supprimer les programmes de réhabilitation, criminaliser davantage de personnes pour des infractions mineures, allonger les peines et construire des « superprisons » plus grandes pour accueillir tous les nouveaux prisonniers que ces mesures engendreraient. L'entassement d'un grand nombre de personnes dans de minuscules cellules, sans aucun accès aux programmes sociaux, allait supposément accroître la sécurité publique.

Il est rapidement devenu évident que le dessein des conservateurs, visant à fermer les prisons agricoles, n'avait rien à voir avec leur « rentabilité ». En réalité, ils cherchaient à se débarrasser d'un tel programme,

car ils estimaient que les détenus ne « méritaient » pas de travailler avec des plantes et des animaux, ni d'aller dehors. En d'autres termes, les prisons agricoles ne semblaient pas assez punitives. Permettre aux prisonniers de travailler à la ferme revenait à les « dorloter ».

Les prisons constituent un gigantesque business. Le plan des conservateurs consiste à dépenser plusieurs milliards de dollars afin de construire de nouvelles prisons, de développer de nouvelles technologies de sécurité, de payer les salaires des gardiens, et de nourrir et vêtir les détenus supplémentaires. Cet argent irait aux entreprises qui composent le complexe carcéral industriel – et qui profitent de la souffrance humaine et de la destruction des communautés. Ces entreprises utiliseraient leurs profits pour faire pression en faveur d'une criminalisation toujours plus poussée.

Deux des six prisons agricoles du Canada sont à Kingston, dans l'Ontario, la ville la plus proche de chez moi. L'une d'elles, qui se trouve sur un terrain de 320 hectares au milieu de Kingston, est la plus grande ferme urbaine d'Amérique du Nord. Kingston possède une usine tentaculaire, une zone commerciale, une zone résidentielle et un vaste réseau de zones humides sensibles. De toute évidence, si la ferme fermait, le gouvernement saisirait ces terres et ferait construire une superprison, ou les vendrait simplement à des promoteurs¹¹.

Kingston connaît un important mouvement en faveur d'un approvisionnement alimentaire local, grâce au syndicat des agriculteurs, très progressiste, et à la sensibilisation aux problèmes des combustibles fossiles et du changement climatique. Beaucoup de gens ont donc compris que ces terres agricoles situées au milieu de la ville avaient une valeur inestimable et pouvaient même prévenir la faim à l'avenir. À l'annonce de la fermeture, un groupe d'agriculteurs et de militants luttant pour la justice sociale a tenté de convaincre le gouvernement de reconsidérer sa décision. Ils ont passé un an à essayer de rencontrer des représentants du gouvernement, à organiser des campagnes de rédaction de lettres et de pétitions pour expliquer à quel point les prisons agricoles étaient précieuses, à la fois en matière de sécurité alimentaire et en matière de réhabilitation – ils voulaient voir les gens sortir de prison « guéris, pas endurcis ». Le gouvernement n'a pas vraiment répondu, si ce n'est par quelque insulte occasionnelle.

Lorsque certains organisateurs, frustrés par l'obstruction gouvernementale, ont décidé qu'il était temps de passer à la désobéissance civile,

ils m'ont fait entrer dans leur groupe central. La désobéissance civile, comme toutes les formes de résistance, est plus efficace quand elle est organisée. Nous avons besoin d'éléments spécifiques pour nous y engager, nous devons recueillir des renseignements pour identifier les points de levier. Le principal site de la prison agricole était la ferme laitière, avec des centaines de vaches et une seule route d'accès; si les agents du gouvernement essayaient de sortir le bétail ou l'équipement, nous pouvions bloquer cette route avec nos corps. Nous devons donc être en mesure de surveiller la ferme pour repérer le moment où le matériel serait déplacé. Nous devons savoir qui était disponible pour se présenter et être arrêté, à n'importe quel moment. Nous avons besoin de moyens solides pour mobiliser des centaines de personnes en quelques minutes. Pour un blocus, nous avons besoin d'une communication, d'avocats, d'une formation à la désobéissance civile pour les participants, etc.

Lorsque nous avons débuté la mise en place de ce plan, nous avons organisé un grand évènement pour marquer le tournant de la campagne. L'autrice Margaret Atwood – qui compte parmi les personnalités les plus connues de la gauche canadienne – nous a rejoints pour prendre la parole. Ma mission consistait à prononcer un discours exposant les raisons de mettre en œuvre la désobéissance civile, son histoire, et expliquant comment elle s'inscrivait dans cette campagne.

Quelques minutes avant le début de l'évènement, plusieurs organisateurs et proches sont venus me voir et m'ont dit des choses comme : « assurez-vous de souligner qu'il s'agit de désobéissance civile *non-violente* », « assurez-vous de parler de désobéissance civile *pacifique* », etc. Si j'avais suivi tous les conseils de dernière minute qui m'ont été donnés, j'aurais parlé de « désobéissance civile démocratique pacifique non-violente et passive ». Les organisateurs les plus nerveux voulaient faire en sorte que le changement de stratégie semble aussi poli que possible et dénué de menace.

Le lieu de réunion, une grande et vieille église en calcaire, était bientôt comble. Plus de 800 personnes étaient assises à l'intérieur, tandis que d'autres attendaient à l'extérieur. La participation était énorme pour un rassemblement politique organisé dans une petite ville.

D'autres personnes ont pris la parole avant moi, de sorte que, lorsque je suis monté sur scène, la foule était déjà enthousiaste. À l'évocation d'un blocage physique avec nos camions, le public a éclaté en applaudissements. Je n'avais même pas expliqué comment fonctionnait la désobéissance civile, ni pourquoi elle était importante. Le public le savait déjà.

Non pas parce qu'ils connaissaient tous cette histoire, mais parce qu'ils avaient compris que, si des gens puissants menacent votre communauté – s'ils vous intimident, s'ils vous ignorent au lieu de vous écouter –, alors les demandes plus polies ne suffisent pas. Ce n'était pas une révélation philosophique profonde, c'était une question de bon sens ; et un moment important dans ma façon d'appréhender la campagne. La réponse enthousiaste de la foule venait en partie du fait qu'elle n'était pas aussi *immergée* dans la culture progressiste que certains organisateurs. En fin de compte, la volonté de persister et d'intensifier le combat a finalement conduit à la victoire, après une campagne de neuf ans.

Dans les histoires ou dans les films sur la résistance, les leaders sont toujours les plus courageux, prêts à prendre des risques et à donner à leurs communautés le courage de se défendre et de se battre. Après tout, c'est ce qui fait d'eux des *leaders*.

Pourtant, dans le monde réel du militantisme de gauche, j'ai souvent vu le contraire. Ceux qui occupent des postes de direction ou de coordination, craignant d'aliéner leurs sympathisants ou leurs bailleurs de fonds (lesquels peuvent être plus importants encore pour certains), adoptent souvent la position la *moins* conflictuelle possible. Ils choisissent la politique du plus petit dénominateur commun, ce qui signifie qu'il y a peu de risques de conflit – et peu de chances de succès. À maintes reprises, j'ai vu des « dirigeants » progressistes retenir les personnes qu'ils sont censés diriger, au lieu de faire preuve d'initiative et de courage. Ce sont des personnes d'influence qui découragent l'action et l'intensification de la lutte dans des situations où elles sont clairement nécessaires.

George Lakey, coordinateur de longue date d'actions de désobéissance civile, raconte comment il a été invité par une coalition progressiste à Washington pour mettre en place un ensemble de manifestations non-violentes :

« Ma première question a été de demander au groupe de dirigeants nationaux où était l'énergie rebelle au sein de la coalition. Après un silence, ils ont commencé à expliquer que plusieurs groupes militants, désillusionnés, avaient quitté la coalition. En bref, il n'y avait plus d'énergie rebelle. Dans ce cas, ai-je dit, "cette réunion sera courte"¹². »

Et il est parti.

Nos idéologies sont censées être libératrices et donner du pouvoir. Elles sont censées augmenter notre capacité à défendre nos communautés et à en construire de nouvelles. Pourtant, c'est trop souvent le contraire qui se produit. Les gens sont de plus en plus encombrés par leurs idées, au lieu de gagner en autonomie.

Dans la gauche contemporaine, les gens qui occupent des postes de direction sont souvent les plus fortement imprégnés d'idées progressistes. Ils veulent suivre les traces de personnes comme Martin Luther King ou Nelson Mandela, mais souvent sans connaître les détails des mouvements qu'ils veulent imiter.

Bien entendu, mes propos ne visent pas à mettre en cause les personnes avec lesquelles j'ai travaillé pendant la campagne des prisons agricoles, qui étaient intelligentes, sérieuses et dévouées. Mon observation concerne la culture de la gauche dans son ensemble, qui, bien qu'elle idolâtre souvent certaines figures, a largement oublié certains éléments composant ces stratégies historiques et ces choix tactiques.

Cette amnésie culturelle, qui est une perte énorme, signifie que la gauche en général a perdu ses repères. On ne peut pas savoir où l'on va si l'on ignore d'où l'on vient. En outre, l'histoire des luttes est d'une immense utilité pour nos combats actuels. C'est une bibliothèque dans laquelle nous pouvons puiser des stratégies et des tactiques, un puits profond pouvant nous offrir l'inspiration et le renouveau spirituel, une armurerie disposant d'outils dont nous avons besoin pour défendre les communautés humaines et écologiques.

La perte de cet héritage culturel n'a pas été un accident. La mémoire des luttes n'a pas été simplement oubliée passivement, mais activement rejetée et enterrée, aussi bien par la gauche que par la droite.



Lorsque les habitants de Grassy Narrows ont assisté à notre conférence, c'était dans le cadre d'une campagne plus large de sensibilisation du public. Depuis notre rencontre, ils avaient dû faire face à l'augmentation de l'exploitation forestière sur leurs terres, à l'aggravation de l'empoisonnement au mercure et à la fermeture de zones de pêche.

La communauté s'était souvent vu conseiller de faire bouillir son eau en raison des contaminations. Ce problème n'est pas rare : à l'heure actuelle, plus d'une centaine de communautés autochtones du Canada

manquent d'eau potable, souvent depuis plus de dix ans. Dans certains cas, l'eau est tout simplement trop toxique pour être consommée, même après ébullition, c'est pourquoi de l'eau en bouteille doit être acheminée. Le gouvernement prétend que le rétablissement de l'approvisionnement en eau dans des régions parfois éloignées est trop coûteux. Mais combien de millions et de milliards de dollars de bois, de pétrole et d'autres ressources ont-ils été extraits de ces « régions éloignées » sans l'autorisation des autochtones et sans compensation ?

Les habitants de Grassy Narrows passèrent des décennies à essayer de faire face aux offensives contre leur communauté et leurs terres par la sensibilisation du public et le lobbying. Ils organisaient des réunions avec le gouvernement et des manifestations, envoyaient des pétitions, des lettres et des contestations judiciaires. Ils ne recevaient aucune réponse concrète.

Ils se sont alors tournés vers l'action. En 2002, ils ont mis en place un blocus sur la plus grande route d'exploitation forestière de leur territoire, avec succès. Joe Fobister, un trappeur et activiste communautaire de Grassy Narrows, explique :

« J'en ai assez de mendier. Mon peuple a mendié pendant les 130 dernières années, depuis la signature du traité, et cela ne lui a rien apporté. Rien ne change [...]. Je crois que nous avons le pouvoir [...]. Lorsque nous avons quitté la réserve pour nous battre sur le terrain, personne, pas même le gouvernement, n'est intervenu. Voilà donc le message : ils ont peur de nous¹³. »

Dans un premier temps, les sociétés d'exploitation forestière Abitibi et Weyerhaeuser ont continué à exploiter les forêts en empruntant d'autres routes. Les habitants de Grassy Narrows ont alors installé des barrages temporaires aléatoires sur ces différentes routes. En 2008, la communauté est parvenue à arrêter toute exploitation forestière extérieure sur son territoire. Cette action a eu un impact économique direct sur les sociétés d'exploitation forestière responsables de ces coupes à blanc. Le journal de la ville voisine de Kenora, le *Daily Miner*, résumait ainsi la situation à la fin de l'année 2010 :

« Depuis 2002, l'usine de pâte à papier de Kenora a périclité et a été démolie. L'usine de chevilles en bois est restée inactive pour une durée indéterminée et celle de Weyerhaeuser continue de s'accrocher du bout des ongles, luttant contre l'effondrement du marché immobilier américain et contre les incertitudes de ses fournisseurs de bois¹⁴. »

L'opération de Grassy Narrows, toujours en place, est désormais le plus long blocus autochtone contre l'exploitation forestière de l'histoire du Canada¹⁵. L'action directe fonctionne.

La gauche peut en apprendre beaucoup, mais elle ferait mieux d'apprendre vite.



En Amérique du Nord et partout dans le monde, de plus en plus de personnes sont lassées du *statu quo* de la gauche. Certaines d'entre elles sont des personnes âgées qui aspirent à retrouver l'esprit combatif d'avant, et qu'elles gardent en mémoire. Il y a aussi des jeunes qui en ont déjà assez des échecs flagrants et de la timidité manifeste des progressistes face à la catastrophe mondiale, ainsi que des travailleurs fatigués de croire aux changements promis par des élus qui, dès leur accession au pouvoir, se plient aux intérêts des entreprises alors même que la folie économique de ces dernières pèse de plus en plus sur la vie des pauvres. D'autres font partie d'une tradition de résistance et ont réinventé leur lutte sous de nouvelles formes, comme Black Lives Matter (« Les vies noires comptent ») et Idle No More (« Jamais plus l'inaction »).

Ils savent tous que le temps presse. Et ils sont prêts à se battre.

Alors pourquoi luttons-nous ? Pourquoi *devons-nous* lutter ?

Nous luttons parce qu'il est impossible de persuader un dictateur, un sociopathe ou une entreprise. L'exploitation de masse n'est pas une erreur ou un malentendu, et ce mal est très rentable. Comme l'a dit Frederick Douglass, esclave évadé et orateur abolitionniste, « le pouvoir ne concède rien qui ne soit exigé ; il ne l'a jamais fait et ne le fera jamais ».

L'auteur révolutionnaire Gene Sharp l'a bien compris. Ses nombreux écrits sur le fonctionnement de l'action non-violente ont été utilisés durant plusieurs révolutions contemporaines. Il montre clairement que les mouvements de masse non-violents sont efficaces en mobilisant la force politique, et non en persuadant les exploités, et met en garde contre les dangers du dialogue avec ceux qui n'utilisent les négociations que pour distraire ou désamorcer la résistance. Sharp soutient que, pour gagner, ceux qui luttent contre l'autorité doivent « créer une puissante force de résistance interne¹⁶ ».

L'anarchiste Michael Albert l'a aussi compris, lorsqu'il fait l'examen de ce qui a été perdu dans la culture de gauche depuis les années 1960.

« Quelque chose a mal tourné avec le slogan “Confronter le pouvoir avec la vérité”. Cela ne signifie pas qu'il faut essayer de faire admettre aux puissants notre vérité en usant de logique. Si c'était le cas, alors nous devrions abandonner ce slogan, car le pouvoir se moque bien de la logique. Il se fiche de la vérité. Il s'agit simplement de se tenir du côté de la vérité et de s'affirmer avec elle. Mais, d'une certaine manière, elle s'est transformée en “Dire la vérité au pouvoir”, passer beaucoup de temps à essayer de convaincre les puissants de ce qu'est la vérité. Cependant, c'est une véritable perte de temps. Le pouvoir ne réagit qu'à l'augmentation des coûts sociaux, à la force, pour faire simple¹⁷. »

La force n'est pas la même chose que la violence. Il existe de nombreux types de force. Avec la *force économique*, les travailleurs peuvent faire grève, les entreprises peuvent être boycottées, les systèmes de commerce et de transport peuvent être perturbés et des systèmes économiques justes peuvent être construits.

Il y a également la *force politique* : cela peut être l'organisation d'un référendum, mais aussi la non-coopération avec la classe dirigeante, la création de systèmes politiques d'opposition, par exemple des assemblées de quartier ou des congrès révolutionnaires.

Avec la *force sociale*, les gens peuvent bannir les personnes responsables d'atrocités, imposer des sanctions sociales à celles qui collaborent et organiser des mouvements sociaux qui valorisent la désobéissance et le respect des droits humains et environnementaux.

Et il y a l'usage de la *force physique* : les actions de non-coopération de masse où des personnes mettent leur corps en danger, allant des sit-in aux comptoirs des restaurants jusqu'aux blocages de ports, sont des manifestations de force physique. Elles empêchent physiquement de mauvaises choses de se produire. Plusieurs catégories de stratégies emploient la force physique. Certaines sont explicitement non-violentes. Certaines encouragent l'autodéfense. D'autres acceptent des contre-attaques physiques contre les puissants. Dans tous les cas, la possibilité d'user de la force physique est la clé du succès d'un mouvement de résistance. Si l'on observe l'histoire des luttes, cela inclut généralement la possibilité d'utiliser la violence, ne serait-ce que comme moyen d'autodéfense.

Pour ceux qui embrassent la non-violence, ce point est particulièrement important à comprendre, comme l'écrit Sharp :

« L'action non-violente est un moyen de combat, tout comme la guerre. Elle implique l'association de plusieurs forces et la conduite d'une "bataille", elle nécessite une stratégie et des tactiques judicieuses, elle exige du courage, de la discipline et des sacrifices de la part des "soldats"¹⁸. »

Pour l'activiste non-violente Barbara Deming, « le défi de ceux qui croient en la lutte non-violente est d'apprendre à être suffisamment agressifs¹⁹ ».

Quoi qu'il en soit, en matière de réaction à la persuasion, il y a peu de différences entre un dictateur, un sociopathe et une entreprise. En effet, de nombreux penseurs ont montré que l'entreprise moderne est par essence sociopathe, dépourvue d'empathie et de toute moralité.

Ceux qui sont au pouvoir tirent un énorme profit de l'exploitation de la classe ouvrière et du viol de la Terre. La seule façon de les en empêcher est de rendre l'exploitation des êtres humains et de la planète plus coûteuse que ce qu'ils ne peuvent se permettre de payer. Cette idée est fondamentale lorsqu'on souhaite entreprendre une action politique efficace. De nombreux mouvements de résistance ont passé (ou perdu) des décennies à tenter de l'accepter.

William Lloyd Garrison, abolitionniste et éditeur de renom, a abandonné la persuasion après de nombreuses années d'efforts infructueux, ainsi qu'il le déclarait en 1840 :

« À l'exception de rares cas individuels, jamais, ni dans l'histoire sacrée ni dans l'histoire profane, les oppresseurs et les esclavagistes de l'humanité n'ont été amenés, par la persuasion morale, à abandonner leur pouvoir despotique et à laisser les opprimés libres. Mais, presque toujours, depuis que le pharaon et son armée ont été noyés dans la mer Rouge, ils ont persisté dans la mauvaise voie jusqu'à ce qu'un fléau soudain s'abatte sur eux, ou qu'ils soient contraints, d'une autre manière, à abandonner leur pouvoir mal acquis²⁰. »

Dans le camp adverse, le propriétaire d'esclaves James Hammond était tout aussi clair :

« Si vous distilliez du nectar de vos lèvres et que vous nous parliez de la musique la plus douce [...], pensez-vous que vous pourriez nous convaincre

de renoncer à un milliard de dollars de la valeur de nos esclaves, et à un milliard de dollars de plus par le biais de la dévaluation de nos terres²¹ ? »

Nous luttons pour la survie. La planète est en pleine apocalypse écologique. Ce n'est plus au futur que nous devons parler des catastrophes écologiques mondiales. L'effondrement écologique est en cours, et le changement climatique est le problème mondial le plus urgent.

Le plus grand danger est l'augmentation globale de la température de la planète. L'impact des émissions de gaz à effet de serre n'est pas linéaire, et le changement climatique qu'elles induisent n'est pas directement proportionnel à leur quantité. Les gens ont tendance à considérer le changement climatique comme un thermostat mural ; augmentez un peu les émissions de gaz à effet de serre, et la planète se réchauffera d'autant. Pourtant, cela ressemble davantage au fait de jeter des allumettes sur le canapé du salon ; bien sûr, au début il fait simplement un peu plus chaud, mais si vous n'éteignez pas les flammes, toute la maison sera bientôt en feu.

Il existe des points de bascule planétaires qui tendent à accélérer considérablement le changement climatique. Avec la fonte des glaces de l'Arctique, la neige blanche réfléchissante laisse place à des eaux sombres qui absorbent davantage de lumière solaire. En outre, le réchauffement de l'Arctique entraîne déjà la fonte des hydrates de méthane dans les océans, ce qui libère d'énormes panaches de gaz à effet de serre jusqu'alors contenus en toute sécurité depuis une éternité.

Les accords internationaux sur le climat, comme ceux de Kyoto, de Copenhague et de Paris, sont terriblement inadéquats. On pourrait en rire si les conséquences n'étaient pas aussi désastreuses. Non seulement ils sont insuffisants, mais ils ne sont même pas respectés. Nous sommes déjà bien engagés dans le pire scénario de réchauffement climatique défini il y a quelques années seulement. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations unies a averti que des mesures décisives et drastiques doivent être prises avant 2030 afin d'éviter un changement climatique catastrophique. Pourtant, même cet avertissement sévère a été qualifié d'« incroyablement conservateur » par des groupes comme le Grantham Research Institute on Climate Change qui souligne que le GIEC ne tient pas compte des points de bascule entraînant le réchauffement du climat²². Chacun d'entre nous doit bien comprendre que ce scénario – ou tout changement climatique

massif – réduirait à néant tous les acquis sociaux obtenus au cours des derniers siècles.

Le changement climatique constitue certes une grande urgence, mais les dommages écologiques sont omniprésents ; presque tous les biomes et indicateurs écologiques sont en déclin. En cinquante ans, 90 % des gros poissons ont été éliminés ; des recherches plus récentes suggèrent que nous aurions désormais atteint les 95 %. Au milieu de l’océan Pacifique, il y a quinze fois plus de plastique que de phytoplancton. Le sol disparaît vingt fois plus vite qu’il ne peut se reconstituer. De nombreuses régions d’Amérique du Nord ont perdu 98 % de leur couche arable d’origine. Plus de la moitié des forêts tropicales ont été détruites. L’Amazonie, en particulier, possède ses propres points de bascule. Les forêts tropicales humides sont si vastes qu’elles créent leur propre climat ; leur destruction pourrait donc provoquer une sécheresse permanente qui s’étendrait à l’hémisphère nord et « accélérerait fortement le changement climatique avec des conséquences incalculables [...], un processus qui pourrait aboutir à rendre le monde inhabitable²³ ».

Dans certains milieux, il existe une idée dangereuse selon laquelle se soucier de la planète est un privilège de la classe moyenne, et que l’environnement est une considération secondaire par rapport aux droits humains fondamentaux. Pourtant, en réalité, les deux ne sont pas séparables. Le fardeau humain de l’écocide est porté par les plus pauvres, les populations autochtones, les réfugiés des guerres provoquées par le climat, et surtout par les femmes. Il n’y aura pas de droits humains, et encore moins de vie humaine, sans une biosphère habitable. Si nous n’arrêtons pas cette destruction, nous mourrons, mais la justice humaine disparaîtra avant nous.

Nous luttons parce que le capitalisme industriel est une impasse. Les gens me demandent souvent : « Si nous vivons un tel désastre écologique, pourquoi ne le voyons-nous pas dans notre vie quotidienne ? » Pour ceux d’entre nous qui vivent dans le monde industrialisé riche, la réponse est simple : nous sommes isolés de la destruction écologique par une mer de pétrole bon marché.

Nous ne sommes pas conscients de l’effacement de la couche arable parce que les combustibles fossiles permettent la production d’engrais et de pesticides synthétiques bon marché qui, avec l’épuisement des aquifères fossiles, augmentent temporairement la production

alimentaire mondiale. Nous ne sommes pas conscients de l'éradication des poissons des océans parce que l'énergie bon marché permet à d'énormes flottes de pêche, à l'aide de satellites et d'avions de repérage, de localiser et de capturer les quelques bancs de gros poissons qui restent dans l'océan. Et ainsi de suite.

Presque tout ce qui concerne notre vie matérielle quotidienne dépend du pétrole bon marché. Pour produire une calorie d'énergie alimentaire, il faut environ dix calories de pétrole. Mais les effets « protecteurs » du pétrole bon marché ne sont que temporaires.

Les sources les plus accessibles de pétrole étant déjà épuisées, les compagnies fournisseuses d'énergie se sont tournées vers de nouvelles méthodes presque inconcevables et destructrices : la fracturation hydraulique, l'exploitation des sables bitumineux, les mines à *déplacement* de sommet²⁴. Désormais, la perpétuation de la civilisation industrielle implique une destruction continue de la planète. Ces méthodes retardent peut-être l'effondrement de l'industrie, mais elles nous condamnent à un changement climatique planétaire foudroyant et à une catastrophe inimaginable.

La civilisation industrielle ne sera pas éternelle ; mais que restera-t-il du monde vivant lorsqu'elle aura disparu ? Plus tôt se produira son effondrement, mieux se porteront la planète et les survivants. Si la justice nous importe, nous devons nous atteler à diminuer les conséquences sociales de cet effondrement et construire des sociétés à faible consommation d'énergie, durables et égalitaires.

Le fait que la civilisation industrielle soit une impasse ou que le capitalisme industriel soit amené à s'effondrer ne signifie pas que l'une et l'autre disparaîtront facilement. Bien au contraire. Chaque fois que le capitalisme est au bord de l'échec – chaque fois que le système de Ponzi²⁵ approche de ses limites –, les capitalistes mettent tout en œuvre pour prolonger son existence. Pour cela, ils pilleront les derniers biens communs, qu'il s'agisse de biens physiques comme l'océan ou de biens sociétaux comme la sécurité sociale ou les systèmes de santé. Ils continueront de s'attaquer en particulier aux syndicats, aux pauvres et aux personnes non-blanches. Ils déclareront des guerres, souvent favorables aux affaires. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés en espérant que la main de l'histoire repousse sans bruit le capitalisme. Si nous voulons éviter une longue et funeste descente vers le fascisme ou le néo-féodalisme, nous devons nous battre.

Nous luttons parce qu'il n'y a plus d'endroit où fuir. Certains me disent : « Bien sûr, je suis d'accord, ce système est épouvantable et détruit la planète. Mais il est trop étendu pour que nous puissions y faire quoi que ce soit. Ne ferions-nous pas mieux de construire des communautés alternatives et de traverser la tempête du mieux que nous pouvons? »

Certes, la culture dominante ne changera pas d'elle-même, elle devra être entravée et démantelée. Mais la désertion comme seule stratégie échouera, car nous n'avons plus nulle part où aller. La culture dominante est mondiale. Sa portée et son pouvoir de destruction sont mondiaux. Elle s'étend sans cesse pour engloutir des terres, des ressources et des cultures.

Cela ne veut pas dire qu'à mes yeux, la construction d'alternatives n'a pas de valeur. Je vis dans une ferme familiale biologique. Nous cultivons notre propre nourriture; nous participons à la restauration de l'habitat naturel et à la reconstruction du sol. Nous formons une communauté locale. Tous ces éléments sont importants et utiles. Cependant, si nous ne luttons pas contre le changement climatique (entre autres catastrophes), tout notre travail et la terre elle-même seront détruits.

Le principal problème de la culture dominante n'est pas d'être coupable de mauvaises actions ou corrompue, mais d'être injuste et vorace. Nous devons être plus qu'une alternative; nous devons être une opposition.

Se concentrer sur la désertion comme solution principale, c'est oublier que la planète était peuplée de cultures alternatives – c'est-à-dire autochtones – pendant de nombreux millénaires. La plupart de ces cultures ont eu recours à la prise de décision participative et accordé une grande importance à l'égalité et à la justice. Pendant de nombreux siècles, les empires et les colonisateurs ont exterminé des peuples autochtones pour s'emparer de leurs terres. Historiquement, ils n'utilisaient pas de bombardiers à haute altitude ni de missiles de croisière, mais ils les affrontaient en personne, à l'épée. Pourtant, jamais la rencontre avec une culture alternative n'a conduit un seul empire à opérer des changements vertueux.

Je vis à la campagne et cultive ma propre nourriture depuis quelques années maintenant, et j'ai acquis un certain savoir-faire. Pour autant, je ne serai jamais qu'un amateur, car je n'ai pas évolué dans une culture qui vit et apprend sur le même territoire depuis des milliers d'années. Pensez-vous qu'un novice puisse constituer un exemple plus convaincant pour ceux qui sont au pouvoir que les exemples collectifs de centaines de cultures différentes?

Nous luttons parce que nous vivons, pour la plupart d'entre nous, sur des terres volées. Je vis au Canada, un pays réputé pour la richesse de ses « ressources naturelles » et qui dépend économiquement de leur extraction. Mais « nos » ressources ont été acquises par la conquête et le colonialisme. La terre a été occupée et prise par la force (comme c'est le cas pour les territoires non cédés), ou par la tromperie (comme pour les terres cédées dont les traités n'ont pas été honorés), ou les deux. La terre n'appartient ni à l'État colonisateur, ni aux colons. Elle appartient aux Algonquins, aux Cris, aux Ojibwés, aux Haudenosaunee, aux Haïdas, aux Dénés, aux Inuits, ainsi qu'à de nombreux autres groupes autochtones et aux non-humains qui vivent ici depuis des milliers d'années.

À quel moment une occupation fondée sur le génocide devient-elle légitime ? Imaginez que les nazis aient réussi à conquérir la planète entière, qu'ils aient chassé ou exterminé tous ceux qu'ils considéraient comme indésirables. Imaginez qu'ils aient inauguré un Troisième Reich mondial. À partir de quand cette occupation deviendrait-elle légitime ? Quand serait-elle acceptable ? Jamais. Les bons Allemands pourraient oublier les crimes sur lesquels leur société est fondée. Certains de leurs descendants pourraient, un jour, critiquer ces crimes. Mais cela ne ferait pas disparaître les atrocités. La conquête et l'occupation resteraient le fondement, le modèle de leur société.

Le colonialisme n'est pas le souvenir embarrassant d'une culture autrement vertueuse. Ce n'est pas un malentendu issu de la sous-estimation des arts et de la culture des peuples autochtones. C'est le péché originel de la civilisation. C'est la condition *sine qua non* de la société moderne et technologique. Le capitalisme industriel dans les Amériques – et dans le monde entier – existe uniquement grâce à la destruction des cultures autochtones et au vol de leurs terres. Sans cela, la société industrielle serait sans ressources.

Comment réformer un système qui repose sur un génocide généralisé et sur le vol de continents entiers à leurs habitants légitimes ?

C'est impossible.

Le colonialisme n'appartient pas à une époque lointaine. Nous ne pouvons pas l'oublier sous prétexte que cela s'est produit il y a très longtemps. Il est toujours à l'œuvre aujourd'hui. Il suffit de lire les nouvelles pour constater que les attaques contre les peuples autochtones se poursuivent quotidiennement en Amérique du Nord et dans le monde entier. Les civilisations expansionnistes ont conquis la plus grande partie

de la planète, elles ont exploité la plupart des ressources, mais il leur en faut toujours plus.

La culture dominante se fonde sur la surconsommation et le mythe de la croissance infinie. Elle doit sans cesse s'étendre parce qu'elle épuise son propre territoire. Ce qui signifie qu'elle doit s'approprier les territoires des autres. Elle le fait depuis des milliers d'années et continuera jusqu'à ce qu'on l'arrête. Jusqu'à ce que *nous* disions « stop ! » en le pensant vraiment, et que nous soyons prêts à nous mettre, nous et nos vies, en travers de son chemin.

Nous luttons parce que les institutions « démocratiques » ont échoué.

Presque tout le monde reconnaît que les entreprises ont plus de pouvoir que le peuple. Pour qu'un pays soit « démocratique », il faut qu'il soit dirigé par le peuple, que le peuple soit la force dominante de cette société. Mais, puisque, à travers le monde, les entreprises ont le plus de pouvoir – puisque les lois sont faites pour leur convenir et que les décisions des tribunaux leur sont favorables –, la plupart des pays ne sont pas, par définition, démocratiques. Qu'un pays dispose ou non d'un système électoral représentatif est secondaire; lorsqu'un gouvernement ne rend pas de comptes à son peuple, il n'est pas démocratique.

Dès lors, il nous faut comprendre quand et comment le pouvoir des entreprises est devenu écrasant, et ce qu'il convient de faire à ce sujet. Il est tentant de croire que le coup d'État des entreprises est un événement récent, et que nombre de nos problèmes pourraient être résolus en « rembobinant » quelques décennies. Mais est-ce vraiment le cas ?

Voici trois citations sur le pouvoir des entreprises datant de différentes époques; saurez-vous dire lesquelles sont anciennes et lesquelles sont récentes²⁶ ?

1. « Le temps est venu d'admettre que les forces du capital et de l'industrie ont dépassé les forces gouvernementales²⁷. »
2. « Le résultat (du développement industriel américain) correspond à ce à quoi l'on aurait pu s'attendre : une organisation industrielle écrasante se tenant aux côtés d'un État bien faible en comparaison²⁸. »
3. « Au cours des trente dernières années, nous avons vu l'équilibre des pouvoirs passer des mains du public à celles d'une hiérarchie industrielle et financière [...], spécialisée dans les questions d'argent et mue par un instinct d'acquisition plutôt irréfléchi [...]. Changer

ce contrôle, redistribuer le pouvoir, telle est la problématique du peuple des États-Unis²⁹. »

Je l'admets : il y a un piège. Aucune de ces citations n'est récente. Elles datent respectivement de 1900, 1904 et 1923. Il y a bien plus d'un siècle, il était largement reconnu que le pouvoir des entreprises avait dépassé celui de l'État « démocratique ». (En voici une autre du républicain Mark Hanna en 1895 : « Il y a deux choses qui sont importantes en politique. La première est l'argent, et je ne me souviens pas de la seconde. »)

Nous pouvons remonter encore dans le temps. La naissance des entreprises est antérieure à celle de l'État démocratique moderne. Elles furent créées par les puissances aristocratiques européennes en tant que moteurs du colonialisme, afin d'extraire les ressources des colonies et de transformer les continents libres et fertiles en de vastes mines et plantations. En Asie du Sud, au XVIII^e siècle, la Compagnie britannique des Indes orientales contraignit les agriculteurs à remplacer les cultures de subsistance, telles que le riz, par des cultures d'exportation, comme le thé et l'indigo. Cela entraîna des famines qui firent plus de dix millions de victimes. À une certaine époque, la Compagnie de la Baie de Hudson dirigeait *de facto* la plus grande partie du Canada. Beaucoup d'entre nous ont été élevés avec l'idée que les gouvernements démocratiques nous protègent des entreprises – il serait plus exact de dire que ces gouvernements sont le *produit* des entreprises coloniales et des relations sociales et économiques qu'elles ont instauré.

Certes, la domination des entreprises s'est aggravée au cours des dernières décennies ; mais elle sévit depuis bien longtemps.

Même si nous sommes nombreux à comprendre que nous ne vivons pas dans une véritable démocratie, beaucoup persistent à faire comme si c'était le cas. C'est une énorme erreur stratégique. Si cela peut reconforter les gens de croire qu'ils ont de l'influence, en réalité, c'est l'effet inverse : l'auto-illusion délibérée nous prive de tactiques dont nous aurions besoin pour aller vers une véritable démocratie et apporter de réels changements dans la société.

Non seulement les institutions de l'État démocratique ont échoué, mais elles n'ont jamais vraiment été les nôtres en premier lieu. Le supposé fondateur de la démocratie américaine, George Washington, était l'un des hommes les plus riches d'Amérique au moment de l'indépendance, un esclavagiste mécontent que les impôts britanniques réduisent

ses bénéfiques. Même Athènes, le « berceau de la démocratie », était une ville où seule l'élite masculine pouvait voter et où les citoyens étaient bien moins nombreux que leurs esclaves (en réalité, la proportion d'esclaves rapportée à sa population totale était bien plus élevée que celle des autres villes grecques « non démocratiques »).

La démocratie n'est pas quelque chose qui doit venir d'en haut ou qui provient d'époques mythiques ; les peuples doivent eux-mêmes s'en saisir.

Nous luttons parce que c'est moralement juste. Chaque fois que des abus et des atrocités sont commis par ceux qui sont au pouvoir, la désobéissance est un impératif moral.

Vous souvenez-vous des expériences du psychologue Stanley Milgram³⁰ dans les années 1960 ? Lui et ses collègues voulaient voir si des gens ordinaires, recevant des instructions d'une personne en position d'autorité, donneraient une décharge électrique mortelle à un inconnu. Lors de leurs premières expériences, presque tous les participants se plièrent à cette règle et portèrent l'intensité du courant électrique (simulé) à un niveau mortel.

Mais, lors d'une deuxième expérience, ils ajoutèrent une nouvelle variable : un acteur restait assis aux côtés du participant durant l'expérience, dont la mission consistait à refuser de poursuivre l'expérience lorsque les décharges électriques devenaient dangereuses. Lorsque l'acteur refusait, presque tous les participants suivaient son exemple et arrêtaient l'expérience.

La résistance s'étend. Le mouvement Occupy, Idle No More, Black Lives Matter. Une personne qui désobéit peut en inspirer une autre. Une personne qui résiste peut permettre à de nombreuses autres de tenir bon. L'objectif devrait toujours être la victoire. Il est toujours juste de résister, même lorsqu'il n'y a pas de voie claire vers le succès. On ne peut pas gagner sans essayer, et les actions de désobéissance peuvent continuer à attiser les braises de la résistance, même lorsque sa flamme est éteinte.

Nous luttons parce que nous faisons partie d'une tradition. Partout où l'oppression et l'occupation ont existé, la résistance s'est organisée. Des Wisigoths aux abolitionnistes, des Mau Mau aux révoltes du Dakota, des sit-in pour les droits civiques aux soulèvements désespérés dans les camps de concentration nazis, des gens ont toujours lutté. Tous les droits fondamentaux dont nous jouissons – le droit de vote, le droit de s'as-

soir à n'importe quel comptoir de restaurant, de parler ouvertement de nos opinions dissidentes, celui de ne pas être la propriété de quelqu'un d'autre – ont été acquis par la lutte³¹. Ils existent parce que des personnes ont défié l'autorité et se sont organisées contre l'oppression. Elles se sont battues, ont été torturées, emprisonnées, tuées. Elles ont perdu des dizaines d'années en prison. Elles ont perdu des membres. Elles ont perdu leur famille. Elles ont tout perdu et ont continué à se battre.

Dans certains milieux, il existe une tendance à croire que la riposte ne fonctionne pas, que le changement social vient de la bonne volonté des personnes au pouvoir et qu'il est inéluctable. Comme je le montrerai dans les chapitres à venir, il s'agit là d'une distorsion flagrante de la réalité historique. C'est un affront à la mémoire de ceux qui se sont sacrifiés pour nous faire gagner les libertés dont nous disposons. Et surtout, c'est une illusion qu'il faut abandonner avant qu'elle ne condamne nos luttes pour la justice sociale et notre planète.

Pensez à tous ceux qui ont sacrifié leur vie dans la lutte contre l'empire et l'exploitation de masse.

Pensez à Ken Saro-Wiwa, assassiné par le gouvernement nigérian et Shell alors qu'il défendait les habitants du delta du Niger. Pensez à Sophie Scholl, guillotinée par les nazis pour son rôle dans la Rose blanche. Juste avant d'être exécutée, elle déclara : « Par une si belle journée ensoleillée, je dois m'en aller. Mais qu'importe ma mort si, à travers nous, des milliers de personnes s'éveillent et passent à l'acte ? » Ce serait une erreur de mettre dans la même catégorie des personnes courageuses comme Scholl et Saro-Wiwa, et celles qui soutiennent que la riposte est impossible. D'innombrables personnes, célèbres ou anonymes, ont donné leur vie pour un avenir meilleur. Nous leur devons quelque chose en retour ; l'honnêteté, à tout le moins.

Nous devons nous battre même lorsque nous pensons que la victoire est impossible. Si nous reculons, nous confirmons aux puissants qu'ils peuvent nous écraser facilement et donnons un mauvais exemple aux plus jeunes. Si nous résistons, même en cas de défaite, nous montrons notre détermination et rappelons à nos alliés qu'ils font partie d'une histoire de résistance.

Nous devons nous battre, parce qu'aucune victoire contre l'oppression n'est jamais définitive. Il y aura toujours des réactionnaires et des conservateurs pour revenir sur les progrès accomplis, pour récupérer le pouvoir et les privilèges du passé ou « rendre sa grandeur à l'Amérique ».

Nous l'avons vu, entre autres, avec Donald Trump et avec les meurtres policiers de personnes racisées non armées qui, des décennies après le mouvement des droits civiques, se produisent encore chaque semaine, voire chaque jour.

Mais, inversement, nous devons aussi nous souvenir que chaque victoire – même partielle – nous donnera un nouvel appui, et nous rapprochera de l'égalité et de la justice.

La résistance est une tradition qui remonte à un passé très ancien et qui continuera de se perpétuer (en supposant que nous soyons à même de préserver notre planète pour qu'elle puisse accueillir les générations futures).

Nous luttons parce personne d'autre ne le fera. La plupart des riches sont trop privilégiés, trop endoctrinés ; ils ont la vue trop courte ou sont trop distraits par le spectacle médiatique permanent pour se défendre. Et la plupart des pauvres sont préoccupés par leur survie quotidienne et d'autres urgences primaires (néanmoins, ils se battent avec beaucoup plus de hargne que les privilégiés).

L'éducation seule ne sera jamais suffisante. Selon le résistant mohawk Shawn Brant de Tyendinaga, « l'éducation devient souvent un obstacle à ce que nous devrions faire ». Nous pourrions passer des décennies à rabâcher les mêmes choses ; si nous attendons de convaincre tout le monde, nous attendrons pour toujours. « On ne peut pas plaire à tout le monde. »

La gauche croit à l'éducation et à la vérité, ce qui est merveilleux. Mais c'est un mythe dangereux que celui qui prétend que la vérité l'emportera inévitablement sur le mensonge et que l'histoire est une marche constante vers le progrès humain (regardez Trump, ou la popularité croissante des dirigeants autoritaires dans de nombreux pays). Il est tentant de croire que, si le système mondial se détériore *suffisamment*, les gens finiront par agir.

Les sondages d'opinion sur le changement climatique nous montrent le contraire. En théorie, l'éducation du public sur les dangers des gaz à effet de serre devrait conduire à un soutien grandissant en faveur de la recherche de solutions. De plus en plus de personnes devraient au moins admettre *l'existence* du changement climatique. Pourtant, une grande partie de la population des pays qui produisent le plus de gaz à effet de serre, comme les États-Unis, continue de le nier³². Une étude réalisée en 2016 par le Pew Research Center a révélé qu'aux États-Unis, 52 % des adultes ne croient pas que le changement climatique soit d'origine anthropique. Les chercheurs ont également constaté qu'entre 2009

et 2014, le nombre d'États-Uniens qui pensent qu'aucun changement climatique n'est en cours est passé de 11 % à 25 %³³.

Si, d'une manière générale, de plus en plus de gens sont conscients du changement climatique, la droite continue de nier son existence; les sondages ont montré qu'après l'élection de Trump, les électeurs républicains ont été plus susceptibles d'affirmer que le changement climatique n'existe pas³⁴.

Cette hausse du déni trouve en partie son origine dans les campagnes de propagande incessantes financées par des groupes industriels. Alors qu'à certains endroits, l'opinion publique nie l'existence du changement climatique, chaque année, les émissions de gaz à effet de serre atteignent de nouveaux pics; chaque année est marquée par de nouveaux records de température. Mais l'apathie du public est également due à l'absence d'actions marquantes; des recherches en psychologie révèlent que, lorsqu'une victime ne réagit pas de manière appropriée à une situation d'urgence, les spectateurs minimisent la gravité de la situation.

Même lorsque l'influence nazie s'est accrue en Allemagne, il y avait l'idée que les choses changeraient enfin lorsque la situation se dégraderait suffisamment. De nombreux communistes croyaient que, lorsque Hitler serait au pouvoir, le monde prendrait conscience du monstre qu'il était, et dès lors, que la classe ouvrière se soulèverait et se battrait. Au début des années 1930, le slogan du parti communiste allemand était : «Après Hitler, c'est à nous de jouer». Ainsi, le parti communiste refusa toute coalition avec les sociaux-démocrates pour arrêter la montée d'Hitler, croyant qu'un retour de bâton contre les nazis l'amènerait au pouvoir. Comme l'histoire allemande l'a tristement prouvé, la théorie qui affirme que «le pire est le meilleur» sous-estime considérablement le pouvoir de la répression politique pour détruire les mouvements³⁵.

En effet, même après les procès de Nuremberg et la révélation des camps de concentration, seuls 20 % des Allemands estimaient qu'il aurait été acceptable de résister à Hitler pendant la Seconde Guerre mondiale³⁶. Souvent, la résistance doit commencer avant qu'un changement de conscience des masses advienne, et non l'inverse.

Certaines personnes à gauche pensaient que l'élection de George W. Bush serait une bonne nouvelle et que, s'il était élu, son bellicisme ostensible et sa posture favorable aux entreprises galvaniseraient l'opposition publique et pousseraient l'éventail politique vers la gauche. Mais

le contraire se produisit : les évènements du 11 septembre intimidèrent la gauche, et la popularité de Bush monta en flèche, ce qui assura son élection pour un second mandat. Il va sans dire qu'un second mandat de Trump ne serait certainement pas une bonne chose.

J'aimerais croire qu'au dernier moment, un grand soulèvement aura lieu. Mais, ni l'histoire, ni l'actualité ne vont dans ce sens. Ce n'est pas une réalité facile à accepter, mais nous devons l'admettre et la prendre en compte dans nos actions.

Nous luttons parce que nous voulons un véritable avenir. La militante des droits civiques Unita Blackwell a expliqué pourquoi ils se sont battus si durement :

« Je pense que notre courage est venu du fait que nous ne possédions rien, que nous n'avions rien à perdre. Nous voulions obtenir quelque chose pour nous et pour nos enfants. Nous avons donc risqué nos vies³⁷. »

On nous dit que, si nous achetons des ampoules fluo-compactes et du café issu du commerce équitable, si nous votons pour les bonnes personnes et signons les bonnes pétitions, si nous restons positifs, alors non seulement nous éviterons un désastre écologique, mais nous ouvrirons la voie vers un avenir heureux, vert, où nous ferons tous partie de la classe moyenne. Mais c'est tout simplement faux. Le café d'origine équitable et les produits alternatifs sont peut-être meilleurs que les produits conventionnels, mais ils représentent un changement minuscule au sein d'un système qui va massivement dans la mauvaise direction.

Beaucoup d'entre nous savent pertinemment que cette technotopie ne se réalisera pas. Mais nous ne savons pas comment agir autrement. En réalité, les organisations pour l'environnement et la justice sociale ont profondément trompé le public quant au type de changement nécessaire (et son ampleur) pour créer un avenir vivable. Les grosses ONG sont tout simplement devenues des entreprises comme les autres. Elles doivent vendre un produit pour gagner de l'argent, alors elles nous vendent de faux espoirs et de quoi soulager notre culpabilité.

L'avenir qu'elles dépeignent n'existera jamais. Si l'on continue de détruire le sol, l'air et l'eau, il ne sera ni vert, ni radieux. Sur le long terme, nous n'avons pas grand-chose à perdre, contrairement à ce que prétend la diversion que constitue l'avenir technotopique. Les per-

sonnes qui l'ont compris – comme Blackwell – sont celles qui se battent le plus âprement.

La victoire implique de reprendre notre avenir et notre imaginaire collectif des mains des entreprises.

Nous luttons parce que nous sommes tous dans le même bateau.

Le pouvoir recourt toujours à la stratégie de « diviser pour mieux régner », en dressant les écologistes contre la classe ouvrière, les autochtones contre les agriculteurs, les pauvres contre les réfugiés. Cette stratégie a fait ses preuves.

Le pouvoir est désormais concentré entre les mains d'un petit nombre de personnes qui gouvernent au sein d'un système patriarcal, raciste, écocidaire et violent. Les luttes qui ne ciblent qu'un seul problème n'ont plus de sens : aucun mouvement ne peut espérer la victoire en restant isolé des autres. Seule une approche intersectionnelle qui combine une compréhension du sexisme, du racisme, du classisme et des autres oppressions aura une chance d'aboutir.

La consolidation du pouvoir rend de plus en plus évident le fait que nous devons soit vaincre le système capitaliste et ses méthodes impérialistes et coloniales, soit disparaître. Soit provoquer l'effondrement de la culture dominante et progresser dans toutes nos luttes, soit laisser cette culture dévorer ce qui reste de la planète et admettre notre défaite. Vaincre ensemble ou perdre ensemble.

Nous luttons parce que le repli ne nous apportera pas plus de sécurité.

Se battre est effrayant. Cela peut être dangereux. Ainsi, on peut être tenté d'utiliser toutes sortes d'excuses nous permettant d'emprunter une voie temporairement plus sûre, de nous replier sur nous-mêmes. Dans toute stratégie, il y a un temps d'attente et un temps pour avancer. Mais, dans l'ensemble et sur le long terme, lorsque les choses vont vraiment mal, la riposte peut apporter une plus grande sécurité.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, il existait en Allemagne un groupe secret de dissidents antinazis appelé le Cercle de Kreisau. Ils se rencontrèrent des centaines de fois, pour discuter principalement des actions à mener *après* la guerre, afin que, dans l'Allemagne du futur, quelqu'un comme Hitler ne puisse plus accéder au pouvoir.

Ils élaborèrent les plans d'une société décentralisée basée sur de petites communautés agraires réparties sur tout le territoire. Ces villages

ruraux autonomes se voulaient beaucoup plus difficiles à piéger au sein d'un système autoritaire centralisé. Je suis sûr que leur plan charmerait de nombreux adeptes du retour à la terre ou des villes de transition. Mais, alors que la guerre – et l'Holocauste nazi – faisait rage autour d'eux, ils se concentraient uniquement sur la façon d'éviter que *d'autres* guerres surviennent. Certes, il fallait un certain courage pour s'engager dans une pensée politique dissidente dans l'Allemagne nazie. Cependant, avec le recul, ce plan n'était probablement pas prioritaire.

Le Cercle de Kreisau avait choisi un objectif relativement sûr – reconstruire une future société allemande – sur lequel il n'avait aucune prise. Le 20 juillet 1944, quelques membres du Cercle, considérant qu'il fallait agir, réalisèrent une tentative d'assassinat visant Hitler. Ils furent arrêtés et pendus, ainsi que de nombreux autres membres du Cercle et d'autres groupes dissidents. Quand les choses vont vraiment mal, le repli sur soi n'est d'aucune aide.

Waziyatawin, militante et écrivaine dakota, m'a donné son sentiment au sujet de la collaboration et de la résistance chez les peuples autochtones :

« Je tire d'importantes leçons des luttes autochtones. Premièrement, quel que soit le choix de chacun, résister, fuir ou accepter la société colonisatrice, au bout du compte, tous subiront le même sort. Aussi, si certains d'entre nous décident aujourd'hui de résister, nous n'avons rien à gagner à ne pas les soutenir. Au contraire, nous avons tout intérêt à nous battre. Deuxièmement, je pense que si nos ancêtres avaient su ce qu'il adviendrait de notre patrie et de notre peuple, ils se seraient battus plus âprement. Aujourd'hui, nous avons toutes les raisons de croire que cette société continuera sur cette voie destructrice – ce que nos ancêtres auraient eu du mal à imaginer, étant donné son caractère suicidaire. Nous risquons tout si nous ne nous engageons pas tout de suite dans la lutte. Contrairement à nos ancêtres qui luttaient contre la montée de l'empire américain, nous nous battons au milieu de son déclin. »

Si le repli a peu de chance de nous apporter quoi que ce soit, la lutte en revanche apporte souvent quelque chose, même dans les moments les plus sombres. Le taux de survie de ceux qui résistèrent dans le ghetto de Varsovie ou dans le camp de concentration de Sobibór fut supérieur à celui des autres. Aujourd'hui, au Canada, le taux de suicide dans certaines communautés autochtones est 800 fois plus élevé que la moyenne nationale, alors que les membres d'autres communautés ne se suicident

pas ou très peu. Comment est-ce possible? Une étude de 2003 a montré que les communautés autochtones engagées dans des actions militantes ou dans la résistance organisée ont les taux de suicide les plus bas³⁸. La résistance peut sauver des vies de bien des manières.

On fait parfois preuve de trop de bonté envers les puissants. J'ai décrit ailleurs³⁹ comment John Brown, alors qu'il essayait de s'emparer d'une armurerie afin de lancer une guérilla contre l'esclavage en 1859, permit aux gardiens de l'armurerie vaincus de prendre un petit déjeuner et de rendre visite à leur famille sous escorte. Pendant ce temps, l'armée profita de l'immobilité de Brown et de sa bande pour lancer un assaut et les capturer. Ils furent pendus. Sa trop grande bonté (ou peut-être, comme l'a suggéré un de mes amis, sa tentative de faire preuve de compassion et d'empathie envers les propriétaires d'esclaves) eut pour conséquence la poursuite sanglante de la guerre civile à laquelle il essayait justement de mettre un terme. La bonté n'a pas toujours des conséquences heureuses.

Comprenez bien que ceux qui sont au pouvoir ont une psychologie différente de ceux qui résistent. Les sociopathes – des dictateurs aux escrocs – voient la gentillesse ou le désir d'établir un compromis comme de la vulnérabilité, une opportunité d'exploitation, une faiblesse.

Le repli ne nous apportera aucune sécurité. La lutte, oui. Bien sûr, les personnes au pouvoir tenteront de réprimer, souvent violemment, ceux qui se défendent. Elles s'attaqueront aussi bien à ceux qui mèneront des actions efficaces qu'aux autres. C'est exactement pour cela que nous devons les arrêter.

Nous luttons parce que cela fonctionne. Les douzaines de nations qui réussirent à expulser des dictateurs ou des colonisateurs au cours du dernier demi-siècle nous le prouvent. Les femmes qui, dans la plupart des pays du monde, peuvent désormais posséder des biens, voter et mener leur propre affaire nous le prouvent. L'éradication de l'esclavage dans une large partie des Amériques nous le prouve⁴⁰. Le droit des travailleurs, dans une grande partie du monde, de former des syndicats et de ne travailler que huit heures par jour nous le prouve.

Comme me l'a dit Gaétan Héroux de la Coalition ontarienne contre la pauvreté, « les pauvres n'obtiendront jamais, au grand jamais, la base de leur subsistance sans se battre. Tout a toujours été gagné grâce à la lutte. Rien n'a jamais été acquis par des réunions calmes et polies. Jamais. »

Prenons les suffragettes. À la fin du XIX^e siècle, en Angleterre, les femmes firent pression pour obtenir le droit de vote. Leurs demandes polies pour l'égalité des droits furent ignorées par le parlement pendant des décennies. L'arrivée d'une deuxième génération de suffragettes usant de tactiques plus puissantes contraignit le gouvernement à prendre en compte leurs demandes. Les militantes utilisèrent la désobéissance civile, la destruction de biens et les incendies criminels. Des milliers furent emprisonnées, isolées, malmenées. Mais leur combat porta ses fruits, les femmes accédèrent au droit de vote en Angleterre, et bientôt dans de nombreux autres pays.

Les groupes de résistants s'attaquent fréquemment à l'économie. Au Nigeria, le Movement for the Emancipation of the Niger Delta ou MEND (« Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger ») prit pour cible les infrastructures pétrolières, ce qui provoqua à plusieurs reprises une baisse de 70 % de la production pétrolière⁴¹. De la Boston Tea Party à l'African National Congress (« Congrès national africain »), en passant par le boycott des bus de Montgomery, les luttes de résistance se sont attaquées aux économies de la classe dirigeante et ont ainsi démontré l'incroyable efficacité de cette tactique.

Il est temps pour nous de passer de la dissidence à la résistance. Comme l'a écrit Christabel Pankhurst, cofondatrice de la Women's Social and Political Union (« Union sociale et politique des femmes ») : « En nous appuyant uniquement sur l'argumentation, nous avons erré pendant quarante ans dans le désert politique. L'argumentation ne suffit pas [...], la force politique est nécessaire. »

L'hymne des droits civiques l'affirmait aussi : « Notre seule erreur fut de rester trop longtemps dans la nature sauvage [...]. Je sais que notre meilleure décision fut de commencer à nous battre. »

Dans ce livre, je souhaite montrer comment les mouvements de résistance se forment et s'organisent dans la pratique; comment et pourquoi les gens se joignent aux mouvements et comment les encourager (chapitre 4); comment les groupes se forment et s'organisent pour être aussi efficaces et sûrs que possible, que ce soit de manière publique ou clandestine (chapitre 5); quelles sont les règles et pratiques qu'ils mettent en place pour rester en sécurité, se protéger et limiter l'infiltration, la répression et les poursuites (chapitre 6).

Dans le second volume de cet ouvrage, j'illustrerai la manière dont les individus et les groupes communiquent et restent en contact afin de

pouvoir diffuser leur message, se coordonner avec leurs alliés et gérer leurs relations avec les médias (chapitre 7); comment les organisations recueillent les renseignements et les informations dont elles ont besoin pour prendre des décisions adaptées et connaître les points faibles de leurs adversaires (chapitre 8); comment les mouvements de résistance empêchent ces derniers de recueillir des informations à leur sujet, et comment ils affrontent les perturbations clandestines et la répression ouverte (chapitre 9).

Je m'intéresserai à la manière dont ils collectent des fonds, dont ils se soutiennent mutuellement et dont ils organisent la logistique fondamentale qu'implique tout conflit prolongé (chapitre 10). Enfin, les derniers chapitres du livre traiteront de l'efficacité tactique de ces mouvements (chapitre 11) et des principes qui guident une stratégie réussie (chapitre 12).

Toutefois, avant d'en arriver à ces aspects pratiques, nous devons mieux comprendre ce qui fait qu'un mouvement *fonctionne*⁴². Nous devons comprendre ce que signifie se battre pour gagner, et pourquoi jusqu'ici nous avons échoué, et comment déployer toute la gamme des tactiques appropriées dont nous disposons.

Il est temps de cesser d'errer dans le désert politique; parlons de la lutte et de la victoire.

